

Adoption du Projet de décret portant Statut particulier de l'ADDS

Le premier Conseil des Ministres de l'année 2008 réuni le 08 janvier dernier a adopté le projet de décret fixant les Statuts particuliers de l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) créée en décembre 2007 sous la forme d'un établissement public placé sous la tutelle du Premier Ministre.

La nouvelle structure a pour objectif fondamental de mettre en œuvre l'Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS) visant l'amélioration de l'environnement économique et social des populations pauvres.

L'ADDS est ainsi appelée à mettre en œuvre pour le compte de l'Etat et des collectivités locales, des programmes ou des projets de développement socio-économiques dont les objectifs sont de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des groupes cibles en leur donnant la possibilité d'un meilleur accès aux services sociaux, d'améliorer l'infrastructure économique dans les domaines des routes, pistes et des aménagements, de faciliter aux groupes cibles l'accès aux sources de financement par la promotion du financement de micro entreprises et l'octroi de micro crédit.

L'ADDS a pour objectif également de promouvoir l'émergence du secteur privé dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Le projet de décret précise les missions, les stratégies et les domaines d'intervention ainsi que les organes de gestion de l'Agence. L'ADDS est ainsi chargée de mettre en œuvre des programmes de développement intégré tant en milieu rural qu'urbain pour affranchir les groupes vulnérables de la pauvreté sur tout le territoire national et atténuer les disparités entre régions par la promotion des activités génératrices de revenus en améliorant les conditions d'habitat des populations démunies et leur accès aux services financiers ainsi qu'aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé de base et l'eau potable.

Le projet de décret prévoit un conseil d'administration élargi regroupant des représentants de l'administration centrale, des collectivités locales, du secteur privé et de la société civile chargé de l'élaboration des orientations et du suivi des réalisations de l'Agence.

Le Projet de texte prévoit également la mise en place d'un Fonds de Solidarité Nationale et ayant pour but de financer les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté mise en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement social.